

DREAL Occitanie  
Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency - CS 69007  
34064 Montpellier

Montpellier, le 25 mai 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **Société LANGUEDOC ROUSSILLON MATERIAUX (LRM)**

lieux-dits Camp Tieulles Les Grands Vignes Chemin Ferrat Grand Bosc  
34725 SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS

Références : UD34/H3/MT/2022/081

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2022 dans l'établissement Société LANGUEDOC ROUSSILLON MATERIAUX (LRM) implanté lieux-dits "Camp Tieulles" "Les Grands Vignes" "Chemin Ferrat" "Grand Bosc" à SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS et POUZOLS. L'inspection a été annoncée le 05/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée conjointement avec l'Inspection du travail (DDETS).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société LANGUEDOC ROUSSILLON Matériaux
- lieux-dits "Camp Tieulles" "Les Grands Vignes" "Chemin Ferrat" "Grand Bosc" à SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS et POUZOLS
- Code AIOT dans GUN : 0006604405
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière extrait des matériaux alluvionnaires en eau, sur des parcelles en rive droite de l'Hérault (commune de Saint-André-de-Sangonis). Les matériaux sont ensuite acheminés par un convoyeur aérien vers le site de traitement situé en rive gauche, sur la commune de Pouzols.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Respect du plan d'exploitation et du bornage
- Remise en état
- Gestion des déchets
- Sécurité de l'accès au site

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Suite demandée par l'inspection
Bornage	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.1.2	Réponse sous 30 jours au rapport de l'inspection
Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.2.1	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Suite demandée par l'inspection
Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article Artilce 6.3.9	
Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.4.2	
Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, articles 6.4.5.1 et 6.4.5.2	

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Respect des limites de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6
Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.3.4
Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.3.7
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.5.2
Remblayage avec des matériaux extérieurs	Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.1.4

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de la visite permettent d'établir que les conditions d'exploitation sont globalement satisfaisantes du point de vue de la protection de l'environnement.

Toutefois plusieurs constats impliquent la mise en oeuvre d'actions correctives de la part de l'exploitant, qui devra indiquer sous 30 jours à l'inspection les mesures mises en oeuvre ou prévues pour lever les observations.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Respect des limites de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6
<b>Thème(s) :</b> Caractéristiques de l'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les caractéristiques de l'installation classée sont les suivantes : Carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires (Rubrique 2510 de la nomenclature) - Le tonnage maximal annuel de matériaux à extraire est fixé à 150.000 tonnes. - La cote minimale de fond de fouille est fixée à : de 32 m NGF (coté Hérault) à 37 m NGF. - L'exploitation a lieu du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés, de 7h à 15h30.
<b>Constats :</b> Le tonnage extrait en 2021 est de 98 000 t (déclaration de l'exploitant sur Gerep). Au vu du plan d'exploitation (d'octobre 2021), les cotes minimales de fond de fouille sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Maintien du bornage
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none"><li>- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;</li><li>- le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</li></ul>
<b>Constats :</b> Il a été constaté sur le terrain la présence d'une borne hors de son implantation initiale au sol. LRM indique que le bornage a été mis en place en 2011, et que l'exploitation a pu conduire à la détérioration de certaines bornes. Il est demandé à l'exploitant de procéder à la vérification du bornage sur le terrain, qui doit idéalement pouvoir être vérifié à partir d'un plan de bornage.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Sécurité du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de l'accès
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.
<b>Constats :</b> Il a été constaté lors de la visite que le portail d'accès à la carrière (proche du convoyeur aérien) est ouvert pendant les heures de travail, en l'absence de tout personnel dans cette zone. De ce fait les personnes étrangères à la carrière ont libre accès aux installations dangereuses situées à proximité immédiate. Il est donc demandé à LRM de prendre les mesures nécessaires pour que cet accès soit clos en permanence, c'est à dire que le personnel referme systématiquement le portail après son passage. Une consigne ou un affichage en ce sens doit être établi, le cas échéant.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Distances limites et zones de protection**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.3.4
<b>Thème(s) :</b> Bande de recul de l'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bords des excavations de la carrière à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Par exception, cette bande réglementaire des dix mètres est portée à 30 m le long de la forêt galerie sur les parcelles cadastrées section E n° 298 b, 300 et 304 et à une distance par rapport à la berge du fleuve correspondant à celle définie par la cote altimétrique de 39,5 m NGF des terrains naturels. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
<b>Constats :</b> Il a été constaté sur le terrain que l'exploitant a pris les mesures nécessaires pour maintenir la bande de recul réglementaire, par la constitution d'un merlon à l'intérieur de la zone autorisées, et permettant de délimiter la zone d'extraction.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Plan d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.3.7
<b>Thème(s) :</b> Plan de l'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour la carrière à ciel ouvert, un plan d'échelle adaptée à la Superficie est établi. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>- les bords de la fouille ;</li><li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>- les zones remises en état ;</li></ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Un exemplaire de ce plan est transmis au service inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le plan mis à jour en octobre 2021 n'appelle pas d'observations par rapport aux exigences réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Remise en état du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.3.9
<b>Thème(s) :</b> Remise en état coordonnée
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité (exploitation de la carrière) conformément au dossier relatif à la présente demande et aux annexes jointes au présent arrêté. La remise en état du site sera réalisée de façon coordonnée à l'exploitation. Les travaux de remise en état du site consisteront à créer un plan d'eau sur une superficie d'environ 7 ha. L'aménagement des berges du plan d'eau est réalisé avec différents profils favorables à une diversité faunistique et floristique (création de roselières, micro falaises, pour attirer le Guépier d'Europe, etc...). Un chemin de promenade est aménagé sur la périphérie du plan d'eau. Il est agrémenté de plantations d'arbres et de haies. Le plan de remise en état est annexé à l'arrêté d'autorisation. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter et doit être conforme au plan de remise en état annexé. L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au Préfet.
<b>Constats :</b> Il a été constaté au niveau de la zone qui doit être remise en état par la création d'un plan d'eau, que les travaux réalisés (talutage des pentes...) sont satisfaisants. Le reprise naturelle de la végétalisation donne manifestement de bons résultats. Le réaménagement de ce plan d'eau reste toutefois à finaliser (suppression d'un merlon de long de l'Hérault, talutage de certains secteurs), ce que l'exploitant a déjà planifié. Il est toutefois rappelé qu'il sera vérifié lors du récolement la bonne mise en oeuvre des dispositions détaillées dans l'étude d'impact (par exemple création d'une roselière, de microfalaises favorables à la nidification du guépier d'Europe). La remise en état devra être menée avec soin, d'autant plus que LRM envisage de déposer une demande d'extension, dont le bon aboutissement de la procédure pourra être favorisé par les bonnes conditions de remise en état des secteurs précédemment exploités. L'exploitant étant tenu de notifier chaque phase de remise en état au Préfet, il est demandé à LRM de préciser à l'inspection en réponse au présent rapport le délai prévisionnel d'achèvement du réaménagement de la zone du plan d'eau, répondant aux dispositions prévues dans l'étude d'impact.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.
<b>Constats :</b> La vérification des installations électriques a été réalisée en avril 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.4.2
<b>Thème(s) :</b> Cuvettes de rétention / convoyeur aérien
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les dispositions doivent être prises pour éviter toute pollution accidentelle des eaux ou des sols en particulier par déversement de matières dangereuses dans le milieu naturel. Le chargement, le déchargement ou le stockage de tout produit susceptible d'être à l'origine d'une pollution n'est pas autorisé sur le site. L'entretien des engins n'est pas autorisé sur le site. Leur ravitaillement s'effectue sur une aire étanche créée dans le secteur Est de la carrière.
<b>Constats :</b> Il a été constaté au niveau de la cuve de gasoil sur le site de Pouzols, la présence d'un bac de rétention partiellement rempli d'égouttures. La présence d'un fût de produit Adblue hors rétention a été également observée. La Fiche de Données de Sécurité précise que le produit n'est pas classé comme dangereux pour l'environnement, mais recommande d' "Éviter que de grandes quantités entrent en contact avec le sol, les cours d'eau et les égouts. Signaler la contamination. [...] Si nécessaire, la terre contaminée doit être évacuée." Enfin, la photo aérienne datée du 28/10/21 révèle une présomption de chute continue de matériaux depuis le convoyeur aérien, dans le fleuve Hérault (sillage trouble dans les flots prenant son origine au droit convoyeur). Une vérification visuelle apparaît nécessaire.  Il est demandé à l'exploitant de prendre les mesures nécessaires pour lever les risques de pollution liés aux 3 points ci-dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Remblayage avec des matériaux extérieurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 6.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b> Pendant toute la durée de l'exploitation de la carrière, les matériaux extraits ne pourront être acheminés vers les installations de traitement de matériaux implantées sur le territoire de la commune de Pouzols que par l'intermédiaire d'un convoyeur aérien puis terrestre.
<b>Constats :</b> L'exploitant a interrogé l'inspection sur les modalités à mettre en œuvre pour être autorisé à remblayer partiellement les secteurs restant à exploiter, avec des inertes extérieurs, afin d'améliorer la remise en état.  Compte tenu des fortes contraintes d'accès à la carrière, qui interdisent la traversée de Saint-André-de-Sangonis par les camions, ainsi que les conséquences potentielles sur l'hydrogéologie induites par l'apport de matériaux extérieurs, l'inspection estime qu'un tel projet constitue a priori une modification substantielle qui nécessiterait une nouvelle autorisation environnementale.  L'exploitant a indiqué qu'il pourrait envisager de demander l'autorisation d'accepter des matériaux inertes extérieurs pour le remblayage, dans le cadre de son projet d'extension (nouvelle autorisation environnementale). Ces matériaux permettraient alors d'achever le remblayage des surfaces actuellement autorisées. L'inspection considère que cette solution est envisageable sur le plan administratif.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, articles 6.4.5.1 et 6.4.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 6.4.5.1:" Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées."  Article 6.4.5.2:" Tous stockage des déchets hors des zones prévues à cet effet est interdit."
<b>Constats :</b> Il a été constaté sur le site de Pouzols, à proximité du poste de commande de l'installation, la présence de déchets et matériels épars, principalement de ferrailles, mais également des pneumatiques.  Il est demandé à l'exploitant de procéder à un tri des matériels à éliminer ou non, et de regrouper les déchets avant élimination des filières autorisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet